

S'identifier

Vous avez déjà un compte

Adresse e-mail

Mot de passe

[Mot de passe oublié ?](#)

Vous n'avez pas encore de compte ?

X

[Causeur.fr, surtout vous n'êtes pas d'accord](#)

[Je m'abonne](#)

[S'identifier](#)

Rechercher sur Causeur.fr



- [Monde](#)
- [Politique](#)
- [Société](#)
- [Économie](#)
- [Médias](#)
- [Culture](#)
- [Brèves](#)
- [Abonnement](#)
- [Magazines](#)
- [Boutique](#)

à ne pas manquer



Quand les élites bradent l'industrie française

Entretien avec Jean-Michel Quatrepoint

Auteur

[Eléonore de Vulpillières](#)

Publié le 09 février 2016 à 6:00 / Économie Politique

Mots-clés : [Alstom](#), [Emmanuel Macron](#), [General Electric](#), [industrie](#), [ST Microelectronics](#)

Pour l'auteur du livre "Alstom, scandale d'Etat", nos dirigeants, politiques comme hauts fonctionnaires, ont une responsabilité majeure dans le déclin de l'industrie française. Il en veut pour preuve les cas Alstom, Vallourec ou bien encore ST Microelectronics.



Emmanuel Macron visitant l'usine Alstom de Belfort (Photo : SIPA.00714239_000019)

Eléonore de Vulpillières : Areva, Alstom, Alcatel mais aussi Vallourec ou STMicroelectronics sont en difficulté. Quels sont les points communs et les différences qui existent ?

Jean-Michel Quatrepoint : La France avait autrefois le triple A de l'excellence industrielle avec Areva, Alstom et Alcatel. Il s'est désormais mué en un triple zéro. La partie énergie d'Alstom a été vendue à General Electric. Alcatel avait déjà été fusionnée avec le groupe américain Lucent. A l'intérieur du groupe fusionné, les Américains ont pris le pouvoir et ont appliqué leurs normes, leur façon de voir, y compris au profit de services américains. Alcatel étant devenue l'ombre d'elle-même, elle a été rachetée par Nokia. Elle était pourtant l'un des leaders mondiaux des équipements de télécommunications au début des années 1990, et même numéro un avec 13,5% de la part de marché des télécoms. Aujourd'hui, la France est sortie de ce marché.

Areva était le géant de la filière nucléaire, aussi bien pour le traitement et l'enrichissement d'uranium, le traitement des déchets avec l'usine de La Hague, et toute la partie de construction des centrales nucléaires. Aujourd'hui, Areva est au bord de la faillite. On oblige EDF à reprendre en catastrophe une partie de ses activités, alors même que la santé d'EDF est médiocre.

Alstom était un des quatre grands fabricants mondiaux de turbines servant à équiper les centrales. Il a été bradé à General Electric. Ce qui est commun à tous ces dossiers, c'est la faillite du management. Une génération de nos hyper diplômés a mal géré l'évolution de l'industrie. On pourra toujours évoquer la crise ou les aléas économiques. Mais la responsabilité des dirigeants et celle de l'Etat sont écrasantes.

Tous ces cas particuliers témoignent-ils de la faillite de l'industrie française ?

L'industrie française est, à de rares exceptions près, sur le déclin. Prenons l'exemple de Sanofi, qui a vendu Merial, la pépite vétérinaire du groupe à l'Allemand Boehringer. Désormais, la France, pays dont l'agriculture est un secteur stratégique, n'est plus en pointe sur le secteur des produits vétérinaires. Or, quand on veut conserver une grande agriculture, il faut préserver un laboratoire capable de développer et d'innover dans le secteur vétérinaire. Le nouveau PDG de Sanofi, Olivier Brandicourt, est arrivé avec un golden hello, une prime d'embauche, alors même que le groupe licencie 600 personnes et sabre dans sa recherche. Pour obéir à une vision financière et court-termiste des marchés il vend Merial pour en retirer 4,7 milliards d'euros et devenir le leader mondial du médicament sans ordonnance. Merial était la part la plus rentable du groupe : on vend ce qui rapporte et ce qui est stratégique pour l'agriculture de demain, et ce, dans le seul but de financer un plan de rachat d'actions. BlackRock, patron du plus gros gestionnaire d'actifs au monde a dénoncé cette vision court-termiste de la gouvernance d'entreprise. Les plans de rachat d'actions sont une aberration industrielle. C'est une destruction de valeur et de capital : le « capitalisme autophage ». Quand on a du cash, on investit.

« Quand les élites se comportent de cette façon, difficile de ne pas les dénigrer ! »

Dans votre livre, *Alstom, scandale d'Etat*, vous dénonciez la cession de la branche énergie d'Alstom à General Electric. Un plan de licenciements massifs est en préparation. Que pensez-vous de l'évolution du dossier ?

Sur le dossier Alstom, j'ai rarement vu des gens mentir avec autant d'effronterie. M. Immelt avait promis la création de 1 000 emplois industriels en trois ans. Le 24 septembre 2015, à Belfort, il avait même parlé de 1 500 emplois. C'était la contrepartie pour obtenir la garantie de la Coface pour des contrats en Arabie saoudite et au Brésil. Une fois la fusion entérinée le 2 novembre 2015, on a annoncé un plan de suppression de 6 500 emplois en Europe, soit 20% des effectifs d'Alstom-Energie. Nos autorités se gargarisent en estimant que nous sommes moins touchés que les autres, avec une suppression de 831 postes en France. Nos amis allemands, dont deux usines sont très touchées, apprécieront ce relativisme... On nous avait expliqué que l'alliance avec Siemens serait un bain de sang social. Or, le bain de sang social il est avec GE.

Les emplois supprimés ne concernent pas seulement les fonctions support (200 seulement) mais des emplois industriels dans la partie nucléaire et les installations de Massy et Levallois. En fait Immelt s'est engagé auprès de ses actionnaires et des marchés à atteindre un taux de retour sur investissement de 16% (ce qui est très élevé). Pour atteindre ce pourcentage, il faut faire 3 milliards de synergies. En fait 3 milliards d'économies. D'où les licenciements. D'où également le rabais de 300 millions sur le prix de vente, consenti subrepticement cet été par Patrick Kron. Quant aux promesses des emplois créés, elles n'ont engagé que ceux qui voulaient y croire. Le temps passe et les promesses s'oublient. GE ne respectera pas ses engagements de création d'emploi. Il n'y aura plus de garant français de cette promesse. Mme Gaymard vient d'être remerciée de son poste de directrice de GE France, après avoir bien servi les intérêts du groupe américain. Patrick Kron est parti avec armes et bonus. Tout comme Grégoire Poux-Guillaume, qui avait initié la négociation avec GE parti en novembre pour prendre la direction de Sulzer. On dénonce souvent le discours anti-élites qui ferait le jeu des populismes. Mais quand les élites se comportent de cette façon, difficile de ne pas les dénigrer !

Comment s'articule cette double responsabilité – que vous imputez aux dirigeants des grands groupes et à l'Etat – du déclin de l'industrie française ?

M. Kron a fourgué Alstom à GE. M. Tchuruk a d'abord fourgué Alcatel à Lucent, puis ses successeurs ont laissé un Alcatel moribond être repris par Nokia. Quant à Areva, Mme Lauvergeon a fragilisé son entreprise ; les autres patrons de la filière énergétique, Alstom et EDF, n'ont pas su coopérer avec elle. Les querelles d'ego de cet establishment français ont coûté cher au pays.

Le cas de Vallourec est également significatif. Son PDG, Philippe Crouzet, énarque, n'a pas su anticiper les évolutions du marché, n'a pas pris les bonnes décisions au bon moment, a minimisé l'ampleur des bouleversements apportés par les gaz de schiste. Il se tourne alors vers l'Etat pour renflouer l'entreprise. En toute logique, avec un tel bilan, l'Etat aurait dû exiger son départ, avant de mettre la main à la poche. Il n'en a rien été. Il a été reconduit à la tête du directoire. Serait-ce parce qu'il est le mari de Sylvie Hubac (ENA promotion Voltaire) qui fut trois ans directrice du cabinet de François Hollande ?

« Les énarques sont toujours arrogants mais, hier, ils étaient un peu plus compétents »

Il n y a pas que Vallourec, mais aussi ST Microelectronics qui connaît de grandes difficultés !

STMicroelectronics est une société franco-italienne créée en 1987 qui fabrique des composants électroniques. L'entreprise a reçu beaucoup d'argent public, semble-t-il mal employé. Elle est aujourd'hui en grande difficulté. Son patron, Carlo Bezotti a pris de mauvaises décisions mais les deux Etats actionnaires (à 13,5 %chacun) n'ont pas joué leur rôle de garant des intérêts collectifs, et de stratège. Sans doute parce qu'en France, les mentalités de la haute fonction publique ont évolué. Il y a toujours autant d'énarques. Ils sont toujours arrogants mais, hier, ils étaient un peu plus compétents. Et surtout il y avait dans les autres ministères des hauts fonctionnaires, des techniciens qui savaient ce qu'était une industrie, qui connaissaient les filières, les produits. Depuis que le ministère de l'Industrie a été absorbé par Bercy, l'Etat s'est transformé en banquier d'affaires avec une vision purement financière des entreprises. En outre l'Etat n'a plus les moyens d'anticiper. Il n'agit plus qu'en pompier avec une approche comptable et politicienne de l'industrie.

La direction de ST Micro va supprimer sa division DPG qui fabriquait des puces. Plus de 1 500 licenciements dont près de 500 en France et l'usine Crooles II de Grenoble est menacée. L'ancien maire socialiste de Grenoble, Michel Destot, ainsi qu'une partie des élus locaux s'en étaient inquiétés auprès de François Hollande qui leur avait répondu... que le dossier resterait suspendu jusqu'aux régionales. Celles-ci passées... on ferme et Bercy a refusé d'examiner des solutions alternatives pour préserver l'activité de cette division qui est pourtant hautement stratégique. Altis avait pourtant proposé de reprendre une partie des activités menacées pour créer un pôle de composants souverains.

L'indépendance de la France se joue-t-elle aussi sur le plan industriel ?

Nous sommes de plus en plus dépendants en matière de composants électroniques dits de souveraineté. A chaque fois que nous vendons un Rafale à l'exportation, nous sommes obligés d'envoyer une délégation aux services de défense américains pour obtenir l'autorisation. Il y a en effet quelques composants du Rafale fabriqués par les Américains. Ils se sont arrogé le pouvoir de délivrer ou non cette autorisation, au nom des normes ITAR. Ainsi, ils ont bloqué l'exportation de satellites français à la Chine. Il serait impératif que la France reconstitue une capacité de fabrication des composants de souveraineté, notamment ceux qui équipent nos systèmes d'armements. On pouvait le faire à partir de STM. Le ministère de la Défense y était favorable. Mais comme Bercy a refusé d'étudier le dossier, rien n'a été fait.

Cette nouvelle génération de hauts fonctionnaires et d'énarques ne s'intéresse pas à la politique industrielle. Ils n'ont aucune idée de la notion d'intérêt national. Ils ont été biberonnés au lait de l'atlantisme. Pourquoi vouloir l'indépendance en matière de haute technologie ? Autant s'en remettre aux Américains...

Dans [une interview du 3 février au Figaro](#), le ministre de l'Economie a pourtant plaidé pour un Etat stratège...

Emmanuel Macron définit l'Etat comme ne devant être ni « un actionnaire imprévisible et arbitraire, ni un actionnaire interventionniste et brutal, ni un actionnaire complaisant dont le rôle se bornerait à nommer des copains à la tête des entreprises. » Mais que ne l'a-t-il fait quand il s'est agit de reconduire Philippe Crouzet à la tête de Vallourec... Que ne l'a-t-il fait sur le dossier Alstom ? Que ne le fait-il sur le dossier ST Microelectronics ? Vanter les mérites du numérique et des start-ups est bien. Faire en sorte que nos savoir-faire, nos brevets, nos hommes, qui ont permis à notre pays d'être leader dans bien des technologies, ne soient pas bradés, serait encore mieux.

Toutes ces erreurs de management, cette absence de vision stratégique par l'Etat se sont traduits par des centaines de milliers de suppressions d'emplois qualifiés, par des déficits commerciaux abyssaux, par une perte de substance de notre pays.

S'imaginer que l'on va s'en sortir et résorber le chômage de masse grâce aux emplois aidés, au tourisme (en recul avec les attentats) et aux services aux personnes est une vue de l'esprit. A moins que ces élites n'aient intériorisé notre déclin.

[Entretien initialement paru sur le site de Bruno Bertez.](#)



[Alstom, scandale d'État](#)

Price: **EUR 17,00**

★★★★★ (3 customer reviews)

14 used & new available from **EUR 13,01**



-
-

- [Eléonore de Vulpillières](#)

- [Du même auteur](#)

[Voir tous ses articles](#)

Article en accès libre. Pour lire tous nos articles, [abonnez-vous !](#)

AILLEURS SUR LA TOILE



le Jeu Addictif du moment! Construis ta ville!
Forge of Empires



21 animaux géants à ne surtout pas croiser sur votre chemin !
tkoala.fr



22 endroits incroyables dont vous ne soupçonneriez pas
Atterrir.com

Recommandé par 



HH Journal

Dix montres incontournables et une seule couleur. Quelle est votre préférée?

» [Cliquez ici](#)



Les angoisses c'est fini

Avec Nerti, libérez-vous de vos angoisses, phobies et paniques.

» Cliquez ici



Nexity E-gérance

Libérez-vous des contraintes de la gestion locative pour 17,90€/mois

» Cliquez ici

Publicité LIGATUS

La rédaction de commentaires nécessite d'être inscrit

227

Déjà inscrit, connectez-vous

[mot de passe oublié](#) | [Vous n'arrivez pas à vous connecter ?](#)

- 10 Février 2016 à 20h48

saintex dit

PSR dit, Votre probleme , saintex est de raisonner sur un unité qui n'a pas de sens économique, comme si vous lamentiez à comparer bretagne et ile de france. La notion de pays, économiquement, dans la zone euro n'a pas de sens;

Je viens justement de répondre là où vous parliez d'Auvergne.

Je vais plus loin pour répondre à ceci : "La France est en effet hyper-fragile, hors zone euro. Pourquoi voulez-vous à tout prix l'affaiblir, la dévaluer ?"

Il n'est pas plus raisonnable de dire que la force de la France tient à l'UE qu'il n'est raisonnable de dire qu'elle tient sa faiblesse de l'UE. Ce type de propos est issu de la vision du monde qui s'impose petit à petit et qui est celle des financiers. C'est la vision de l'instantané qui fait fi de ce qui caractérise la vie, c'est à dire le mouvement.

La France a tiré de grands bénéfices de l'Europe. Dans un premier temps, époque CEE, par une extension du marché. Dans un second temps c'est dans le cadre de l'UE qu'il s'est établi un profit, avec les élargissements successifs. Ceux-ci ont porté des formes déguisées de protectionnisme. Les états membres payaient pour une mise à niveau des nouveaux venus et ceux-ci faisaient appel aux entreprises de ces mêmes états.

Ce protectionnisme évident et outré s'est fait sous l'œil bienveillant des autres pays qui estimaient que c'était le prix à accepter pour l'établissement de cette entité européenne.

Ainsi l'Allemagne a vendu des machines-outils, de grosses voitures, des sources d'énergies alternatives. L'Italie a vendu du plastique, des petites voitures. La France a construit des routes, des ouvrages de Génie Civil et a placé ses banques comme des pions.

Mais la crise des subprimes a tout balayé. Les USA ont dit stop, l'OMC a appuyé cette position, la Chine et d'autres aussi. Du coup, la Commission est devenue ultra-ortodoxe et a imposé à ses membres des contraintes qu'aucun pays ne s'impose réellement. Et depuis, plus besoin de Génie-Civil mais toujours de machines-outils, la finance française a pris un coup en Grèce, etc. L'Allemagne va bien de la sorte et s'arc-boute sur sa doctrine. On le comprend. Au moins sur le court terme. Car il n'est pas sur que son objectif de faire que ses exportations deviennent majoritairement extra-européennes aboutisse. Quoiqu'il en soit, ils font durer par tous les moyens.

Mais pour la France, la situation présente est mauvaise, l'Euro est mauvais et l'UE n'est pas vraiment une aide. Là aussi nous tenons pour que les dirigeants ne perdent pas leurs places et le pays son crédit. Car il est vrai qu'il faut savoir si la France, désobéissant aux règles établies, pourrait comme par exemple le Japon, emprunter en interne. Les avis convergent pour dire oui.

Tout ceci posé, l'idée n'est pas de dire que le principe de l'Europe est mauvais, mais que là où elle en est arrivée, elle est mauvaise au moins pour la France. Quant à l'Euro, c'est juste trop tôt, beaucoup trop tôt. On a mis la charrue avant les boeufs en croyant que l'organe crée la fonction. L'UE est mauvaise parce qu'elle se déséquilibre en interne. Elle prône un dogmatisme néfaste à court ou à long terme selon ses membres, mais bon pour d'autres pays. Elle a montré son incapacité à évoluer sans contrainte extérieure, voire à évoluer positivement. Elle a complètement oublié l'humain au profit d'une logique financière et marchande tout en prétendant régenter le social. Dans ce contexte, la seule évolution possible est un grand chamboulement, quelle que soit sa forme.

Par ailleurs, je crois que si vous cessiez de voir de la propagande FN partout, vous appréhenderiez mieux les propos et idées qui se présentent à vous.

[signaler un abus](#)

- 10 Février 2016 à 21h12

PSR dit

"La France est en effet hyper-fragile, hors zone euro." ai-je dit sans l'argumenter, ce que je ferai volontiers.

Mais lorsque vous affirmez "Mais pour la France, la situation présente est mauvaise, l'Euro est mauvais et l'UE n'est pas vraiment une aide." c'est une affirmation tout aussi gratuite.

Et ceci ne peut être argumenté au travers de volontés de propagande.

L'euro est là, vouloir refaire l'histoire pour savoir si c'est trop tôt ou pas est purement académique.

Il est là. Est-ce bien ou pas ? Si on l'analyse au travers d'idéologies on derive sur des questions affectives sans intérêt. Il faut donc examiner concrètement :

- L'euro est une facilité pour tous les voyageurs
- il symbolise une communauté, sur ce point (ce qui est justement la cible du FN)
- Un simple examen de l'histoire de l'euro (et du franc) montre qu'il a apporté une stabilité monétaire, ce qui est un facteur essentiel pour des investisseurs.
- Il empêche les politiques nuisibles de "coups" par dévaluation entre les membres(demagogie populiste) mais nuisible à l'ensemble.
- Il limite le dumping des pays du Sud.
- Il économise les frais de change.
- Il matérialise à l'extérieur une unité (sur ce plan).

Il est évident que ce que je cite peut être retourné en inconvénient lorsqu'on veut se comporter en voyous par des "dévaluations compétitives"(ce dont rêve le FN justement) lors qu'on veut casser cette petite unité autour de la monnaie, mais surtout pour des

speculateurs qui revend de proies plus faciles que l'euro.

Pour quelle raison la France hors-euro est hyperfragile ? D'une part parce que son économie n'est pas préparée à un autre contexte. D'autre part sa dette est déjà trop lourde pour se permettre de l'alourdir encore de 50 % et de taux d'intérêts multipliés par 3. (NB ce sont les arguments développés par MMLP d'ailleurs pour expliquer pourquoi il ne faut pas sortir).

N'oublions pas que notre dette est en grande partie financée par la bonne santé de l'Allemagne.

Un "grand chamboulement" ... OUI mais pas n'importe quoi ni n'importe quelle forme ! Ca c'est suicidaire !

Pour ma part, je pense que la page est tournée ! Sauf accès de folie, notre économie est maintenant européenne. Il faut donc renforcer le rôle de la BCE, monétiser et mutualiser la dette, des ressources fiscales directes (cf le cas grec) et un commerce extérieur fédéral.

[signaler un abus](#)

- 10 Février 2016 à 21h31

saintex dit

"L'Euro est mauvais et l'UE n'est pas vraiment une aide." c'est une affirmation tout aussi gratuite. Et ceci ne peut être argumenté au travers de volontés de propagande.

Avant toutes choses, je vais reprendre ce que j'ai déjà écrit à plusieurs reprises sans entendre le moindre écho. Si vous ne pouvez pas parler avec les gens sans penser que leur désaccord est propagande, qu'il est lié au FN, que ces interlocuteurs sont racistes et en bandes, inutile d'aller plus loin.

Je ne suis ni FN, ni marxiste, ni propagandiste, ni militant, ni idéologue, ni inféodé à quelque chapelle que ce soit... Si vous l'acceptez ainsi, si vous prenez mes propos pour ceux d'une personne libre et sincère, dont l'individualisme ne gêne pas l'altruisme, nous pouvons aller plus loin. J'attends dans ce cas que vous preniez l'engagement de cesser de me préjuger et de m'imposer des places et qui plus est de l'affirmer par écrit. Sinon chacun suit une route séparée.

[signaler un abus](#)

- 10 Février 2016 à 21h38

PSR dit

Ok, saintex ... le climat du forum fait parfois voir malice où il n'y en a pas ! dsl donc.

Je ne vous ai jamais demandé d'engagement de correction même lorsque vous échangez violemment sur l'affaire NVB alors n'exigez rien.

Entre gens civilisés on doit comprendre.

Ceci dit votre affirmation reste toujours aussi gratuite ... comme l'était la mienne, et par respect pour vous je l'ai argumentée, sans idéologie, ce que j'attends, si possible, de vous !

[signaler un abus](#)

- 10 Février 2016 à 21h52

saintex dit

Je n'échange pas violemment et je suis a-priori courtois. Il est probable que sur le fil NVB, excédé des qualificatifs que vous m'attribuiez à tort, je vous aie répondu vertement. Depuis vous continuez à me qualifier de fasciste ou autre mots peu amènes, sans justification, comme par exemple au sujet de l'immigration.

Je peux prendre un engagement de correction. Il y a longtemps qu'il me gouverne, et ceci de mon propre chef.

Je n'exige rien. Vous faites ce que vous voulez comme vous le voulez. En revanche je fixe mes limites dans le cadre d'un dialogue tel que je le conçois. Si vous en avez d'autres et le confirmez, vous perdriez votre temps à attendre réponse au sujet de ce fil.

Pour ma part, je n'y verrai aucun problème car justement je ne suis pas ici pour faire de la propagande.

[signaler un abus](#)

- 10 Février 2016 à 22h14

PSR dit

je ne vous ai jamais traité de fasciste, saintex !

Ne me faites pas éclater de rire en parlant de "courtoisie" lorsqu'on examine les torrents d'injures les plus salaces balancées par les militants FN sur NVB, les mensonges effrontés. Mais on va pas réouvrir ça ici, je ne me souviens plus à quel point vous y aviez participé. Mais on ne peut s'auto-absoudre comme vous le faites !

En effet sur l'immigration souffrez-vous qu'on puisse ne pas être d'accord avec ce que annoncez comme des vérités qui s'imposeraient et qu'on l'exprime avec fermeté son désaccord.

Quelque soit mon indifférence aux insultes, vu le nombre d'insulteurs on peut parfois confondre dans la réponse.

On clot cette question sans intérêt ?

[signaler un abus](#)

- 11 Février 2016 à 0h53

saintex dit

Partant de ce que je ne suis ni militant FN, ni torrentiellement ou prostatiquement injurieux,

Partant de ce que je suis courtois comme la plupart des intervenants le savent

Partant de ce que je n'ai rien à faire absoudre à votre égard

Partant du fait que l'on peut exprimer un désaccord avec un interlocuteur, et à plus forte raison un accord, sans prétendre que le dit interlocuteur a un " profond mépris humain de ne pas considérer comme des humains comme nous, méritant une considération en tant que tels, l'objet de l'étude (les immigrés)". Et ce sans étayer cette affirmation.

Partant du fait que la désignation ci-dessus s'intègre parfaitement dans le domaine de définition, "fasciste ou autre mots peu amènes"

Je vous rejoins tout à fait sur la première partie de votre conclusion. Il est préférable de clore cette discussion.

[signaler un abus](#)

- 11 Février 2016 à 4h22

IMHO dit

Ce que dit PSR sur l'euro est solide et même presque indiscutable .

Pourquoi faut-il que ce soit gâché par le dernier paragraphe, le credo européen, qui voit les cieux ouverts là où il n'y a que le vide ?

La vraisemblance, j'ai renoncé au mot vérité, est que nous ne devons compter que sur nos propres forces, sauver notre peau, au sens propre du terme, la membrane qui fait d'un pays un organisme vivant et à travers laquelle il échange avec le reste du monde, en coopérant avec les autres pays européens sur le principe que les traités internationaux doivent être exécutés en fonction de la bonne foi des cosignataires .

[signaler un abus](#)

- 11 Février 2016 à 5h08

eclair dit

les conneries dans les commentaires qu'il faut pas lire.

L'industrie est un secteur particulier. Cela ne sont pas les charges sociales qui coutent cher pour une industrie en France.

C'est les normes du travail et environnementales.

En France les industries délocalisent pour ces raisons.

La même entreprise n'utilisera pas les mêmes normes entre la France et un autre pays.

Et c'est très notables sur les produits chimiques.

Parlons pas des accidents du travail qui coutent bonbon à une entreprise.

Et le coup de la BCE plus bas pour critiquer les dévaluations!

Il faudrait peut être lire les rapports de la BCE!

quand l'euro était à 1 euro pour 1,3 dollar. La BCE disait que ce taux était bien pour l'Allemagne.

Pour la France un taux de 1,02 était nécessaire. Ne parlons pas de la grèce à 0,67. Chiffres de la BCE!

[signaler un abus](#)

- 10 Février 2016 à 16h23

PSR dit

Exemples de mesures que peut prendre l'état français et qui donne un boost réel (et non pas artificiel comme établir un dinard-franc) ou du protectionisme suicidaire.

NB : j'avais donné un exemple(enfoui maintenant) de protectionisme efficace car négocié à propos de l'automobile européenne....

- Non pas une réduction minimale des charges de cotisations sociales ... mais une suppression totale de celles sans rapport avec emploi (maladie, familiale, vieillesse) Beau booster, Non ? Comment financer ces assurances ? Je veux bien développer si ça intéresse, mais basique.

- Abolition totale du code du travail actuel(pas une couche de plus) pour créer un nouveau code répondant aux impératifs modernes des entreprises et à justice sociale des employés.

Utopique, fou ? En fait basé sur des outils simples, existants et sans péril budgétaire.

Le pays n'a pas à jouer peti-bras ! Ce sont des réformes audacieuses et progressistes dont il a besoin.

[signaler un abus](#)

- 10 Février 2016 à 20h02

saintex dit

Sans vraiment développer, il faut dire où est pris l'argent.

Parce que, que l'on parle d'impôt direct, indirect, de taxe, de prélèvement, au niveau national, régional, départemental, communal, de paiement direct par les usagers... une activité publique est toujours payée par l'ensemble de la communauté, en la circonstance la France. Et celle-ci, contrairement à l'UE, a établi un système de répartition/redistribution à l'ensemble de ses composants. Donc si la France n'est pas plus riche, il n'y a pas d'argent pour les allocs.

Séparer ou réaffecter les comptes n'est pas une solution porteuse d'une efficacité en elle-même. Pas plus que la mise en place une comptabilité analytique est un élément suffisant pour améliorer l'efficacité d'une entreprise. Cela permet juste d'y voir plus clair et d'agir en conséquence.

On peut supposer qu'une telle mesure génère une augmentation de la compétitivité des entreprises français, voire dans la mouvement des créations d'activités productrices de richesses exportables(pas des auto-entrepreneurs imprimant des t-shirts dans le garage)... bref tout un mouvement positif à l'issue duquel les devises entrent, du coup la consommation aussi, et la TVA augmente. C'est une hypothèse qui s'apparente au new-deal et peut fonctionner. Mais elle nécessite un financement temporaire pendant le laps de temps nécessaire au démarrage du mouvement et à son essor jusqu'à un certain point.

Le financement ne peut trouver que deux sources, la restriction ou l'emprunt.

La restriction ne peut être qu'une restriction du niveau de vie. Les hypothèses du genre diminution du nombre de fonctionnaires ou d'élus, tout ce qui touche l'emploi, ne revient qu'à remplacer ceux-là par des chômeurs, eux-mêmes toujours payés par la collectivité. Le gain est à la marge et déjà la révolition gronde. Quant à la vraie restriction générale, diminuant toute consommation, non seulement elle va dans un premier temps à l'encontre de l'objectif, mais avec le style Chicago 1920, la révolution ne se contente pas de gronder.

Reste l'emprunt d'investissement pris par la France, lequel se heurte à deux écueils.

Le premier est que c'est contraire au principe de l'euro.

Le second est que c'est contraire aux principes de l'UE.

De surcroît beaucoup de pays, même hors UE, y compris parmi "nos maîtres" et amis, ne souhaitent pas le renouveau de la France.

Du coup, ce n'est pas forcément facile de trouver l'argent.

D'où la question initiale, d'où provient alors l'argent social ?

[signaler un abus](#)

- 10 Février 2016 à 20h52

PSR dit

Avant de développer, saintex, ce que je ferai volontiers, pouvez vous vous prononcer sur l'intérêt ou pas de ses mesures pour les entreprises indépendamment de leur financement, pour les entreprises, l'état, les employés. Pour simplifier le raisonnement, prenez comme principe qu'elles sont "iso-budget social-fiscal".

[signaler un abus](#)

- 10 Février 2016 à 21h01

saintex dit

Rââââhhh, mais je veux bien considérer qu'elles sont "iso-budget social-fiscal", mais ce n'est pas dans mon dico.)))

Du sens que je suppose à cet assemblage de mots, je réponds que j'ai déjà répondu.

"C'est une hypothèse qui s'apparente au new-deal et peut fonctionner".

L'idée peut se dire ainsi. Il faut créer un faisceau ascendant et vertueux permettant de faire en sorte que réellement l'argent appelle l'argent. Ceci au lieu de se perdre dans d'obscurs méandres.

Je ne suis pas sur que la seule évolution matérielle des allocs suffise et je crois qu'il y a aussi un état d'esprit à changer. C'est même absolument nécessaire sous peine d'échec. Mais je suis convaincu que c'est un élément qui va dans un sens positif et constructif.

[signaler un abus](#)

- 10 Février 2016 à 21h27

PSR dit

"a budget social et fiscal sans changement" dsl pour le jargon.

vous avez compris semble-t-il.

Donc oui, vous avez répondu. Et je suis heureux de vous lire approuver ainsi honnêtement ce qui ne va pas dans votre sens habituel. Nous avons donc qu'il serait souhaitable que notre pays aille dans ce sens ... ce qui n'est le cas d'aucun programme d'aucun parti actuellement.

Voici donc les grandes lignes du financement possible

Rien d'extraordinaire en fait d'où sa robustesse :

Ca part de 3 constatations

- 30 % (environ) du financement de l'assurance maladie provient déjà de recettes fiscales (compensation de l'état, RRDS, CMU).

- Nous avons un modèle opérationnel de même taille en Europe : le NHS britannique totalement fiscalisé.

- les multiples sources de financement créent complication, inefficacité et conflits.

Il est donc simple et efficace d'étendre le financement de la SS de 30 % à 100% par la fiscalité. Les experts estiment une réduction de 15-20 % des frais de gestion.

Et je ne parle pas des économies supplémentaires si on le combine à un autre dispositif : la suppression du ticket modérateur.

Alors quel gain de payer des impôts plutôt que des cotisations sociales ? A développer lors du prochain épisode.

[signaler un abus](#)

- 10 Février 2016 à 15h33

PSR dit

Prenons le cas des abus fiscaux en Europe mis en place par des pays par des pratiques fiscales déloyales vis à vis de leurs partenaires (Irlande, Luxembourg, par exemple). Il est à noter que ceux qui s'en plaignent ici sont ceux qui justement voudraient faire de même en France !

Passons sur cette incohérence de plus.

Si l'on veut corriger (et non prendre prétexte de) ces pratiques déloyales, quelle est la voie.

- Tout d'abord pas voter pour les partisans de ne rien faire et de s'enfuir(FN).

- Mettre la pression sur les partis politiques pour une politique européenne de progrès.

- Voter au parlement européen les mesures d'harmonisation fiscale.

Bien entendu, tout cela n'est pas simple et le chemin est long. Mais, il y a ceux qui veulent avancer et ceux qui préfèrent s'enfermer chez soi et boudier sur la méchanceté des autres.

Plutôt que l'harmonisation fiscale il y a aussi un chemin plus court : l'impôt européen direct.

[signaler un abus](#)

- 10 Février 2016 à 17h39

i-diogene dit

C'est évident... Au niveau de l' UE:

- Harmonisation fiscale ET sociale..

- se protéger des opérations boursières purement spéculatives qui sont totalement improductives au niveau de l' industrie, mais qui raflent systématiquement les plus-values des valeurs industrielles (produits financiers: soit 92% des transactions actuelles)..

...Mais, malheureusement, ça fait plus de trente ans que c' est en projet...!^^

[signaler un abus](#)

- 10 Février 2016 à 17h58

PSR dit

Et bien ... que proposez-vous pour accélérer le processus ?

Pour la protection contre les opérations spéculatives l'euro s'avère un rempart très efficace. Les spéculateurs qui avaient misé sur un effondrement de la Grèce en savent quelque chose : ils y ont perdu des milliards.

Oui, il faut plus ... mais ce qu'on constate est que ceux qui se plaignent que l'Europe ne soit pas assez sont ceux qui font tout pour empêcher..

[signaler un abus](#)

- 10 Février 2016 à 20h26

i-diogene dit

PSR, la parade est connue depuis belle-lurette:

- Instaurer une micro-taxe sur les transactions: ça ne générerait pas les investissements productifs pour l'industrie,
- par contre, ça détruirait toute espérance de profits sur les transactions éclairées des spéculateurs qui disposent de fonds colossaux et qui écrèment les industries en spéculant sur de minimes variations... Plusieurs milliers de fois par jour..

Le principe est simple et efficace, mais tout le monde da

[signaler un abus](#)

- 10 Février 2016 à 20h29

i-diogene dit

PSR, la parade est connue depuis belle-lurette:

- Instaurer une micro-taxe sur les transactions: ça ne générerait pas les investissements productifs pour l'industrie,
- par contre, ça détruirait toute espérance de profits sur les transactions éclairées des spéculateurs qui disposent de fonds colossaux et qui écrèment les industries en spéculant sur de minimes variations... Plusieurs milliers de fois par jour..

Le principe est simple et efficace, mais tout le monde dans l'UE n'est pas d'accord pour instaurer cette micro-taxe..

Déjà en France, nombre de carrières politiques sont financées par la haute finance..

[signaler un abus](#)

- 10 Février 2016 à 21h28

PSR dit

je suis d'accord ! a votre avis, quels sont les freins ?

[signaler un abus](#)

- 10 Février 2016 à 21h45

i-diogene dit

La manne d'argent fournie par les sociétés financières n'a pas d'odeur, ni d'idéologie, ni de religion..

- Tout les partis acceptent les dons, même en dehors des campagnes électorales,
- Quasiment tout les élus acceptent le financement de leur carrière politique...

Ceci explique cela...

[signaler un abus](#)

- 10 Février 2016 à 21h54

PSR dit

possible mais il faut chercher des raisons plus ... rationnelles

[signaler un abus](#)

- 10 Février 2016 à 22h07

i-diogene dit

ARf..!

Quoi de plus rationnel..?

L'intérêt des individus passe avant l'intérêt commun, c'est humain...les imbrications financières ne tiennent pas compte des clivages politiques.

EXEMPLE: la vente illégale d'armes en Angola... Jean-Christophe Mitterrand (fils de François) et Raymond Barre ont été mis en examen... Sans suites à ce jour..

[signaler un abus](#)

- 10 Février 2016 à 22h24

i-diogene dit

*...Fils de François..

[signaler un abus](#)

- 10 Février 2016 à 19h02

IMHO dit

- Raser gratis la semaine des quatre jeudis ?

[signaler un abus](#)

■ 10 Février 2016 à 21h33

PSR dit

IMHO

La première question à répondre est le "pourquoi" la deuxième le "quoi" c'est ce qui était exposé brièvement

- pourquoi ? compétitivité des entreprises, justice, croissance

- quoi ? suppression des charges et cotisations maladie et vieillesse.

Et si vous faites l'effort, le "comment" est développé plus haut et n'a rien de magique.

La question subsidiaire est certainement : "pourquoi ne l'a-t-on pas fait jusqu'ici" ? A votre avis ?

[signaler un abus](#)

Voir plus

La lettre de Causeur

Votre e-mail :

Je m'inscris à la newsletter

À lire aussi



•

[Loïk Le Floch-Prigent: "Aimons nos industriels!"](#)

Daoud Boughezala



•

[Abattoir d'Alès: l'antichambre de la barbarie](#)

Lucie Vilatte



•

[Alstom: un scandale français](#)

Benjamin Masse-Stamberger



•

[France/USA : La guerre du droit aura bien lieu](#)

Hervé Juvin



En kiosque actuellement



A la une



[Alain Finkielkraut revient sur la «gauche Finkielkraut»](#)

Alain Finkielkraut



[Le modèle allemand est mort à Cologne](#)

Luc Rosenzweig



[Les plaisirs démodés de Bernie Sanders](#)

Marc Cohen



•

[«La gauche a toujours tendance à confondre le réel et l'idéal»](#)

Franck Crudo



•

[La diplomatie française va dans le mur: merci Fabius?](#)

Régis Soubrouillard

Upela Le Spécialiste du transport express
AU MEILLEUR PRIX

jusqu'à

sur vos envois de plis, colis, palettes

plis, colis, palettes
Livraison J+1*
France 10,75€*
Europe 12,47€*
USA 27,41€*
Asie 23,29€*
*à partir de juin 15

Comparez !

IMPORT - EXPORT
France - Europe - Monde

Suivre causeur



• [les + lus](#)

1. [Deux ou trois choses que je sais de Marion](#)
2. [Quand les élites bradent l'industrie française](#)
3. [Cologne ranime la «guerre des gauches»](#)
4. [Sans circonflexes et sans complexes](#)
5. [On n'a pas attendu Najat Vallaud-Belkacem...](#)

Derniers commentaires

- éclair dans [Quand les élites bradent l'industrie française](#)
"les conneries dans les commentaires qu'il faut pas lire. L'industrie est un secteur particulier. Cela ne sont pas les charges sociales ..."
- Cosmo dans [«La gauche a toujours tendance à confondre le réel et l'idéal»](#)
"Un bon entretien à lire. Bravo Causeur ! + celui de Jean Quatremain sur la désindustrialisation de la France. Bonne ..."
- nilbig dans [«La gauche a toujours tendance à confondre le réel et l'idéal»](#)
" Corriger Spinoza par Popper, c'est corriger un géant par un nain ; mais il est vrai que bien peu, ..."

Rejoignez-nous sur Facebook

C Causeur.fr
18,481 likes boutique en ligne

LE SYNDROME DE COLOGNE

ENQUÊTE SUR L'ACTION FRANÇAISE

CULTURE: ALAIN FINKIELKRAUT À L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Like Page Shop Now

Start Download

howtosimplified.com

Search Videos w/ HowToSimplified™ On How to Do it Yourself - Free!

Las Vegas Hotels from

trivago.com/Las-Vegas

Save up to 75% on Hotel Rooms. Co

Newsletter

VOTRE E-MAIL

JE M'INSCRIS

Suivez-nous



Twitter



Google +



Facebook

Applis

L'actu partout avec vous



Google play



App Store



Version digitale du magazine



Google play



App Store



Rubriques

Monde

Politique

Société

Médias

Culture

Brèves

Blogs

Antidote

Asile de blog

Bonnet d'âne

En nourrissant mon hérisson

[À propos de Causeur](#) | [Auteurs](#) | [Contacts](#) | [FAQ](#) | [Mentions légales](#) | [CGV](#) | [Publicité](#)

2007-2016 Causeur